

POURQUOI JE QUITTE LFI

En valorisant le sociétal au détriment du social, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon a perdu le contact avec le pays. **PAR DJORDJE KUZMANOVIC**



Hannah Assouline

EXCLU de la liste des élections européennes de La France insoumise, Djordje Kuzmanovic, qui en était un des "orateurs nationaux", se réclame d'une ligne républicaine, dans la lignée du Conseil national de la Résistance.

Le week-end passé, alors que les « gilets jaunes » manifestaient à travers le pays, l'élection partielle à Evry a été marquée par une abstention record et la défaite de la candidate de La France insoumise (LFI), censée représenter l'opposition au pouvoir en place. L'hiatus entre le peuple et ceux qui aspirent à en incarner la révolte a rarement été aussi patent.

Un an et demi après la présidentielle de 2017, LFI est dans l'impasse. Je me suis longtemps battu pour tenter d'y faire prévaloir la ligne qui me semblait juste, mais les défauts du mouvement m'apparaissent aujourd'hui structurels et sa réforme, impossible. Je choisis donc de le quitter.

Deux raisons motivent ce départ. La première tient à l'organisation du mouvement dont la forme gazeuse recouvre la concentration du pouvoir aux mains d'un petit groupe d'apparatchiks. L'absence de hiérarchie officielle assure un fonctionnement parfaitement antidémocratique : les décisions sont prises sans appliquer de règles (inexistantes), et sans consulter la base (dépourvue de moyens d'expression). Ces méthodes autoritaires révoltent les militants de terrain, provoquant désespoir et abandons.

Cette forme d'organisation détermine également l'aspect chaotique du mouvement. En l'absence

d'instances élues et de structures, différents responsables se livrent à des initiatives désordonnées et contradictoires, s'exposant au désaveu quand une fraction concurrente parvient à amadouer le chef. J'ai été exposé à ce problème en tant qu'orateur de LFI sur l'international ; Charlotte Girard a préféré jeter l'éponge plutôt que de mener la liste des européennes dans ces conditions.

Vieux réflexes

La deuxième raison renvoie à la ligne politique. Censée être fixée par le programme « L'avenir en commun », elle a beaucoup varié au gré de la conjoncture. Après une campagne présidentielle centrée sur le populisme, les nouveaux cadres de LFI, issus de la gauche sociale-démocrate sinon libérale, sont revenus à leurs vieux réflexes. Cette ligne de « gauche rassemblée », valorisant trop le sociétal au détriment du social au nom de la non-hiérarchisation des luttes, a conduit le mouvement à perdre le contact avec le pays. La tendance s'est accélérée à l'approche des élections européennes, suivant le choix tactique de séduire les bobos de gauche au détriment du Français moyen.

Pis, le choix de s'appuyer principalement sur « les quartiers » a amené LFI à adopter une approche quasi communautariste, profondément contraire au républicanisme français. La complaisance à l'égard des thèses indigénistes, le mépris affiché pour les forces de l'ordre et le refus d'affronter les défis de l'immigration ont produit des ravages dans notre électorat.

Cette ligne est à rejeter du point de vue non seulement idéologique mais aussi stratégique. La gauche traditionnelle – à peine 28 % de l'électorat – ne peut plus gagner.

Pour gagner, il faut rassembler bien plus largement en allant chercher les abstentionnistes, les « fâchés mais pas fachos », les souverainistes soucieux de justice sociale. Bref, il faut un programme similaire à celui du Conseil national de la Résistance, qui parle à la nation des Français.

Par ailleurs, aucun programme social ne peut être appliqué sans la restauration d'une véritable souveraineté et puissance de l'Etat. Sans elle, tout gouvernement, même vertueux, restera prisonnier des traités européens. Un mouvement qui espère convaincre doit donc assumer clairement la possibilité de sortie de l'Union européenne ; or, sur ce point, LFI cultive depuis un an le flou artistique.

Pour avoir tenté, sans relâche, d'imposer la ligne républicaine, j'ai été la cible d'une campagne d'attaques de la part de la direction officielle du mouvement, avant de me voir signifier, à huis clos, mon exclusion de la liste des européennes. Dans ces conditions, je ne peux plus continuer le combat dans le cadre de ce mouvement qui prend une direction très éloignée de ma conception du bien commun.

Je quitte LFI non pour arrêter la politique, mais pour en défendre une certaine vision : un fonctionnement obéissant à des règles explicites – condition de la démocratie – et une ligne politique sans ambiguïté, celle d'un grand rassemblement du peuple pour la justice sociale et la souveraineté de la France. Je pars avec le sentiment d'un grand gâchis et d'une occasion manquée, mais dans le ferme espoir de fonder autre chose, avec tous les gens de bonne volonté qui gardent encore la foi dans la capacité du politique à faire face à l'argent roi et aux forces supranationales. ■

Retrouvez sur le site marianne.net un exposé plus détaillé de cet article.

LA LIGNE POLITIQUE DE LA FRANCE INSOUMISE, CENSÉE ÊTRE FIXÉE PAR LE PROGRAMME "L' AVENIR EN COMMUN", A BEAUCOUP VARIÉ AU GRÉ DE LA CONJONCTURE.